



# Déclarations et Discours



N° 76/11

## LE CARACTÈRE DES ENGAGEMENTS DU CANADA EN AMÉRIQUE LATINE

Notes pour le discours du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, à Caracas (Venezuela), le 30 janvier 1976.

Monsieur le président,

Je ne saurais vous remercier plus sincèrement de vos aimables paroles qu'en vous disant quel plaisir j'éprouve à me trouver ici, au Venezuela, en compagnie de ma femme et de mes collaborateurs canadiens. La chaleur de votre accueil, monsieur le président, conjuguée à celle du beau climat de votre pays, ont permis à notre visite officielle de s'ouvrir sous les plus heureux auspices.

Je m'empresse d'ajouter qu'il n'est pas nécessaire de venir au Venezuela pour profiter de sa chaleur. En effet, au moment où je vous parle, des milliers de Canadiens aux prises avec les rigueurs de l'hiver se tiennent bien au chaud grâce aux produits pétroliers vénézuéliens, témoignage éloquent des liens unissant nos deux pays.

J'espère que notre visite - la première d'un premier ministre canadien au Venezuela, la première même dans un pays sud-américain de langue espagnole - nous fera mieux comprendre les avantages que chaque pays peut retirer de ce rapprochement, à un point tel que le mot "hémisphère" prendra un tout autre sens aux yeux des Vénézuéliens et des Canadiens. Sans doute est-il étrange qu'au moment même où le monde se fait plus petit, que l'hémisphère occidental, lui, se fasse plus grand. Et il est symptomatique que les liens amicaux entre le Venezuela et le Canada se manifestent non pas ici à Caracas, ni à Ottawa, mais bien à Paris dans le cadre de la Conférence sur la coopération économique internationale dont un Vénézuélien, le ministre Manuel Perez Guerrero, et un Canadien, M. Allan MacEachen, ont l'insigne honneur d'assumer la coprésidence. Voilà qui en dit long sur nos pays respectifs et sur le monde de 1976! Intéressés comme nous le sommes à renforcer nos relations bilatérales et décidés à y parvenir, nous nous employons à construire une communauté internationale fondée sur la justice et la sagesse. Pour que le monde sorte transformé de cette période d'incertitude, ce qui, à mon avis, sera le cas, il nous faut mettre en commun nos réalisations bilatérales et multilatérales. Tel est, monsieur le président, le but de ma présence ici.

Ce n'est pas le fruit du hasard si la première visite que rend un premier ministre canadien à une république sud-américaine a lieu au

Venezuela, patrie de Simon Bolivar. Rares sont les hommes dont la vision et les réalisations leur méritent une place dans l'histoire. Plus rares encore sont ceux dont les idéaux sont à ce point exaltants qu'ils demeurent immuables. En 1819, cinq ans avant Ayacucho, Bolivar s'adressa au Congrès d'Angostura, à Caracas, et y prononça ces paroles prophétiques et enlevantes:

"...mon esprit, envolé vers l'avenir est captivé par la vision des siècles futurs et lorsque de là-haut j'observe avec admiration et étonnement les richesses, les splendeurs et la plénitude de vie qui fleurira dans cette immense contrée, je suis bouleversé".

Monsieur le président, une nation qui peut enfanter des hommes de la trempe de Simon Bolivar est bien une nation riche. A vous et à vos compatriotes j'apporte les hommages du gouvernement et du peuple canadiens.

Bien que nos langues, notre histoire et notre géographie soient différentes, bien que notre système juridique provienne d'autres sources, bien que notre régime de gouvernement s'inspire d'un modèle distinct - un modèle parlementaire - il serait profitable pour nos deux pays que nous collaborions.

Le Canada n'est pas membre de l'Organisation des États américains, même si l'historique Charte de Bogota (1948) avait été écrite afin de permettre aux membres de se joindre aux "États américains" et de se distinguer ainsi des "Républiques américaines". Mais, même si le Canada ne fait pas partie de l'O.E.A., nous participons pour une bonne part au système interaméricain. Depuis 1970, alors que mon gouvernement effectue une révision approfondie de sa politique étrangère, la participation du Canada au système interaméricain a beaucoup augmenté. En 1970, le Canada était, depuis longtemps, membre de l'*Union postale des Amériques et de l'Espagne*; cependant, il ne faisait partie que d'une organisation spécialisée de l'O.E.A., l'*Institut panaméricain de géographie et d'histoire*. Aujourd'hui, notre pays est aussi membre de l'Organisation panaméricaine de la Santé et de l'Institut interaméricain de sciences agricoles. Nous sommes en outre membres de plusieurs institutions interaméricaines, dont la principale est la Banque interaméricaine de développement. Grâce à ses relations avec ces agences et organismes, en quelques années le Canada s'est familiarisé avec les réalisations et les perspectives d'avenir de l'Amérique latine, de sorte que nos préoccupations et objectifs prioritaires sont devenus étroitement associés à ce continent.

---

En 1972, nous avons fait un pas décisif en obtenant le statut d'observateur permanent au sein de l'Organisation des États américains. A ce moment l'O.E.A. se préparait à un réexamen approfondi de sa mission pour s'accorder à l'évolution si dynamique de l'Amérique latine. Cette remise en question se poursuit au fur et à mesure que l'Amérique latine continue à changer. Cette évolution nous intéresse énormément.

De plus, le Canada a élargi son appui à l'intégration des efforts dans l'hémisphère. Je pense particulièrement à l'activité du Groupe des Andes, bel exemple de ce que des gouvernements résolus peuvent faire pour surmonter une crise. L'action du Groupe des Andes, qui vise le progrès industriel équilibré de ses membres, suscite partout une vive admiration.

Je m'empresse d'ajouter, monsieur le président, que je sais combien vous est chère la cause de la coopération et du développement de l'Amérique latine.

C'est après mûre réflexion que le Canada a choisi de faire partie de ces organismes. Nous pensons que notre participation montre bien à quel point le Canada s'intéresse à tout ce qui se passe dans notre hémisphère et qu'elle témoigne également de la souplesse qui nous semble indispensable à l'heure actuelle pour permettre à nos relations de s'épanouir de la façon la plus harmonieuse et la plus profitable. Grâce à cette souplesse, nous pouvons par exemple jouer un rôle très actif, tant au sein du Commonwealth des Nations - dont sont membres six pays des Antilles - qu'au sein de l'Agence francophone de coopération culturelle et technique - présente elle aussi dans cette partie du monde. C'est encore de cette souplesse et de l'idée que nous nous faisons d'une coopération fructueuse avec nos voisins et amis du Groupe des 77 qu'est né cet organisme canadien unique en son genre, le *Centre de recherches pour le développement international*.

Cet organisme est totalement financé par le gouvernement canadien, mais il est dirigé par un conseil international où sont représentés dix pays, sans compter le Canada. Il lance, encourage, finance et dirige des projets de recherches sur les problèmes des pays en voie de développement et sur les moyens à employer pour que diverses connaissances, qu'elles soient scientifiques, techniques ou autres, servent au progrès économique et social de ces pays. Il s'est surtout efforcé d'améliorer les conditions de vie des populations rurales. A cette fin, le Centre subventionne directement des organismes établis dans les pays en voie de développement pour leur permettre d'effectuer leurs propres recherches et les aider ainsi à se doter de moyens techniques et d'institutions qui leur sont indispensables

---

pour résoudre leurs propres problèmes.

Actuellement, les projets financés par cet organisme canadien sont en cours de réalisation dans vingt-huit pays d'Amérique latine et des Antilles. C'est ainsi qu'en ce moment l'Université du Venezuela met à l'essai dans des zones rurales un programme simplifié d'aide médicale. Une douzaine d'autres projets ont également été entrepris au Venezuela dans des domaines aussi divers que la construction d'habitations à prix modique, l'application des techniques pédagogiques, la recherche forestière et les migrations entre les régions rurales et urbaines.

Ce Centre désire être le complément de l'Agence canadienne de développement international, organisme gouvernemental canadien pour l'aide économique à l'étranger.

Mais l'intérêt que le Canada porte à l'Amérique latine va bien au delà de l'activité gouvernementale. Je suis extrêmement heureux, monsieur le président, et je sais que c'est là un sentiment que vous partagez, qu'en ce moment même ici à Caracas se tient la cinquième assemblée annuelle de l'Association canadienne pour l'Amérique latine, organisme qui a pour mission de resserrer les liens économiques. Je ne saurais trop vous dire à quel point je me réjouis de cet événement. Le monde des affaires contribue pour une large part à la puissance économique du Canada. Tout autant que vous, nous comptons sur lui pour jouer un rôle capital: transmettre aux pays en voie de développement les connaissances techniques - et autres - qui leur sont nécessaires pour entrer de plain-pied dans l'ère post-industrielle.

Cette tâche est l'une des plus importantes jamais entreprises par la communauté internationale: la réforme de l'ordre économique grâce à laquelle on parviendra à un partage équitable des bénéfices. On n'y arrivera pas sans d'énormes efforts qui, loin de créer des affrontements entre pays, devraient amener ces derniers à affronter la pauvreté, l'inégalité et l'injustice, pour les détruire par tous les moyens, et je vous assure que le gouvernement du Canada est prêt à s'engager dans cette lutte à vos côtés.

Au Canada, l'inégalité sur le plan économique ne date pas d'aujourd'hui. L'échelle des revenus moyens accuse de très fortes différences selon les régions. Des programmes énergiques et complexes ont été mis en oeuvre afin de transférer des fonds d'une région à une autre et d'encourager l'industrie à s'implanter dans les régions défavorisées. Ces programmes, monsieur le président, ont enrichi notre expérience et ont connu un certain succès. C'est la nature même du Canada et non le refus des Canadiens d'améliorer le sort

de leurs voisins moins bien nantis qui est à la source de nos problèmes.

\* \* \* \*

A plusieurs reprises, monsieur le président, j'ai fait allusion à nos entretiens de Caracas. Nous ne saurions trop insister sur leur importance car nous avons tous deux l'honneur et la responsabilité de diriger les destinées de nations démocratiques. Nos opinions doivent donc être l'expression des convictions profondes de nos concitoyens. Et même si les exigences de cette responsabilité devant nos électeurs nous obligent à peser nos déclarations et nos gestes alors que d'autres n'y sont pas tenus, nous devons admettre que là réside la force de nos deux grands pays.

Nos peuples sont libres: libres de voyager, libres d'exprimer leur culture, libres de choisir leurs propres institutions, libres de façonner leurs propres destinées.

J'ai la ferme conviction que, par l'exercice de ces libertés, les peuples du Canada et du Venezuela bénéficieront de plus en plus d'un rapprochement entre leurs deux pays.

Dans ce même discours dont j'ai cité un extrait il y a quelques instants, Bolivar a dit en s'adressant au Congrès d'Angostura:

"Nous ne devons jamais oublier que l'excellence du gouvernement ne repose pas sur ses théories, ni sur sa forme ou sur son mécanisme, mais plutôt sur son adaptation à la nature et au caractère de la nation à gouverner."

Ainsi, nos deux gouvernements, conçus en fonction de deux nations distinctes, veulent être non seulement le reflet de la nature et du caractère de chaque peuple, mais encore l'expression des besoins et des intérêts du monde dans lequel nous vivons. Nous devons nous armer de persévérance, de compréhension et d'esprit de collaboration. Je désire, monsieur le président, porter un toast à ces vertus et lever mon verre à votre santé et en l'honneur du peuple vénézuélien.